

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Non, un salarié au Smic ne gagnera pas 500 euros de plus par an !

- Social -

Date de mise en ligne : vendredi 11 avril 2014

Démocratie & Socialisme

Le calamiteux « pacte de responsabilité » annoncé par Manuel Valls devrait s'accompagner, pour équilibrer les 15 milliards d'euros supplémentaires de cadeaux au patronat d'un « pacte de solidarité » de 5 milliards en faveur des salariés.

La disproportion est déjà manifeste car, si l'on ajoute les 20 milliards d'euros annuels de cadeaux au patronat, sans la moindre contrepartie en termes d'emplois, c'est 35 milliards d'euros que percevra le patronat. 5 milliards d'euros, cela ferait 7 fois moins.

Mais surtout, ce que Manuels Valls accorde de la main gauche, il le retire de la main droite. Il s'agit d'un simple tour de passe-passe, d'un incroyable cynisme. Le patronat n'aura pas à financer quoi que ce soit, ce sont les salariés qui financeront l'augmentation de leur salaire net en voyant diminuer leur salaire indirect, les prestations financées par les cotisations sociales.

Quel sera le résultat de ce tour de bonneteau ?

Soit le manque à gagner pour la Sécurité sociale sera financé par les impôts. Mais cela ne pourra être que les impôts des salariés puisque Manuels Valls a annoncé la diminution des impôts payés par le patronat : l'impôt sur les sociétés passerait de 37 % à 28 % des bénéficiaires, la contribution sociale des sociétés (C3S) disparaîtrait et de nombreuses taxes payées par le patronat seraient supprimées. Comme l'écrivait Alphonse Allais « Il ne faut faire aux microbes aucune peine, même légère ». Mais dans ce cas, qui paiera les augmentations d'impôts nécessaires si ce n'est les salariés ?

Soit les manques à gagner de la Sécu ne seront pas financés par les impôts. Dans ce cas, il n'y aura plus que trois possibilités. Ou les salariés paieront eux-mêmes directement leurs soins, ce qui amputera d'autant leur salaire net. Ou ils devront renoncer à se soigner alors que plus de 30 % des citoyens de notre pays ont déjà dû renoncer à se soigner en 2013 parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Ou les remboursements seront faits par les mutuelles ou les assurances complémentaires mais dans ce cas, les salariés verront ces cotisations augmenter.

Ce qui a été donné d'une main sera repris de l'autre, en fragilisant encore plus, au passage, la Sécurité sociale.